

Les Alliés reprennent l'initiative en Belgique

Les factions grecques acceptent une régence

La garnison de Bastogne est libérée et les Allemands doivent se replier sur leur flanc sud — A Athènes un franc-tireur a failli atteindre M. Churchill — Pologne et Russie

EN GRECE

Les troupes alliées reprennent l'initiative des opérations en Belgique. Elles menacent de couper à peu près au milieu le saillant ennemi qui s'étend sur une profondeur d'environ 60 milles. Au nord et au sud, elles ont poussé des pointes et ces avant-gardes alliées seraient à moins de vingt milles de distance l'une de l'autre; une jonction de ces deux pointes diminuerait de plus de la moitié la profondeur du saillant ennemi. Les Allemands ont dû reculer à plusieurs endroits sur leur flanc sud où les Alliés attaquent avec des chars et de l'infanterie.

Aux dernières nouvelles qui datent d'hier matin, l'ennemi était bloqué à la tête du saillant à l'ouest depuis plus de 48 heures, des avant-gardes ennemies avaient été encerclées à cet endroit, et le flanc sud du saillant était l'objet d'un vigoureux assaut appuyé par l'artillerie. Une puissante colonne blindée s'est portée à la rescousse de la garnison de Bastogne et l'a dégagée; cette ville est maintenant reliée aux lignes alliées par un corridor étroit mais solidement occupé.

Sur le flanc nord, des unités blindées ennemies ont dû abandonner l'offensive dans le secteur Marche-Manhay, et se replier. La radio du Luxembourg disait hier soir que les attaques étatsuniennes avaient coupé la largeur du saillant ennemi à moins de 20 milles; comme on sait que la pointe alliée au flanc sud pénètre jusqu'à Bastogne, cette distance de 20 milles indiquerait que la pointe nord doit être aux environs de Lierneux; mais une dépêche du front dit que la largeur du saillant est de 29 milles.

Le correspondant Hal Boyle, de l'"Associated Press", rapporte que selon des aviateurs qui ont opéré dans cette zone hier, les Allemands étaient à mettre le feu à leurs chars et à d'autres véhicules automobiles dans la région de Celles, le point extrême de leur pénétration vers la Meuse; on avait déjà rapporté auparavant que l'ennemi avait dû abandonner plusieurs chars faute d'essence. Des prisonniers allemands qui viennent d'être capturés se plaignent des difficultés du ravitaillement et ont dit n'avoir pas mangé depuis deux jours, ce qui indique que les attaques alliées des Alliés depuis cinq jours commencent à porter des fruits et à affamer les hommes et les appareils du maréchal von Rundstedt.

A moins que les Allemands puissent arrêter les progrès alliés au flanc sud, notamment dans le secteur de Bastogne, tout le saillant sera bientôt en danger. Les troupes qui se sont portées à l'assaut au sud n'ont pas été officiellement identifiées, mais Berlin a dit hier soir que la 3e armée étatsunienne presque tout entière est rendue là. Selon Berlin, le général Patton tente de pousser une pointe dans la région de Vaux-les-Rosières, à neuf milles au sud-ouest de Bastogne, afin d'isoler les divisions allemandes qui se trouvent entre les rivières Salm et Ourthe, et l'ennemi admet qu'il a dû reculer dans le Luxembourg près de la frontière allemande.

Les défenseurs de Bastogne, dont la résistance a privé l'ennemi d'une route de ravitaillement dont ils avaient grand besoin, ont dû soutenir trois vigoureux assauts dans les 24 heures qui ont précédé leur délivrance. A certains moments, les troupes étaient comprimées dans une zone de moins de 2,000 verges de diamètre.

Les autorités militaires alliées n'ont pas donné de renseignements sur la situation hier au flanc nord du saillant ennemi, mais les Allemands ont déclaré que de ce côté comme au sud se livrent des batailles de grande envergure. Berlin a affirmé hier soir qu'une division britannique s'est jointe à de nouvelles divisions étatsuniennes prélevées dans le secteur d'Aix-la-Chapelle, et que ces troupes ont porté de vigoureuses contre-attaques sur le flanc nord.

Les correspondants de guerre alliés sont beaucoup plus prudents dans leurs pronostics depuis la contre-offensive allemande. M. Boyle, cité plus haut, dit que les choses vont bien pour les Alliés, mais que l'ennemi peut renverser la situation en lançant d'autres réserves — s'il en a de disponibles — ou que le mauvais temps peut de nouveau priver les armées alliées des avantages de leur supériorité dans l'air. Un autre correspondant craint que l'assaut allemand, pour considérable qu'il ait été, ne soit qu'une feinte, et que l'ennemi lance une nouvelle offensive sur un autre point du front de l'ouest. Il fonde ces considérations sur le fait que l'ennemi a intérêt à empêcher les Alliés de livrer une guerre de position lente mais sûre, et de tenir le front en état d'équilibre instable.

M. Dewitt Mackenzie qui plus que tout autre a souvent donné des conseils de prudence et a lutté sans relâche contre les excès d'optimisme, dit que même en faisant la part des revers subis en Belgique et en Chine, et des difficultés des fronts domestiques, les Nations-Unies disposent de telles forces que leur victoire ne fait plus de doute tant en Europe qu'en Asie, et qu'elles ne peuvent perdre la guerre, sauf par leur propre folie.

Mais il ajoute que les Alliés ont tout de même devant eux une tâche dure et sanglante, qui exige un effort maximum tant sur les fronts intérieurs que militaires. Nous devons profiter de la leçon que les Allemands nous donnent, dit-il, que la bête blessée livre son plus ferme combat avant de succomber, et que cela sera peut-être doublement vrai contre les Japonais. M. Mackenzie ne peut pas risquer de date sur la fin de la guerre en Europe, parce que cela dépend d'abord de l'issue des batailles en cours, et notamment si les Allemands peuvent se retirer de Belgique ou s'ils vont subir là une défaite qui hâterait leur capitulation. Il conclut: "Notre voie la plus sûre, c'est d'adopter l'attitude que la guerre contre l'Allemagne doit durer indéfiniment; ce n'est pas une invitation au pessimisme, mais une sauvegarde contre un optimisme excessif; nous devons nous débarrasser d'une fluctuation d'émotions qui ressemble à celle d'une écolière et adopter une attitude qui se tient à mi-chemin".

Le premier ministre Churchill a failli être atteint hier par la balle d'un franc-tireur; le projectile a passé tout près de lui et a atteint une jeune femme à environ 900 pieds plus loin. M. Churchill se trouvait alors devant l'ambassade britannique avec M. Eden, l'ambassadeur britannique, M. Leeper, ainsi que le commandant des forces anglaises en Grèce, le général Scobie.

Le voyage du premier ministre commence à donner des résultats. Les diverses factions grecques ont accepté hier l'établissement d'une régence comme étape vers la paix; la majorité des délégués se sont prononcés en faveur d'une régence immédiate, tandis qu'une minorité opinait pour un ajournement. Cette nouvelle a été annoncée par le président de la conférence, l'archevêque Damaskinos. D'autre part, les autorités militaires anglaises ont annoncé que les insurgés qui étaient entrés dans la ville semblent se retirer vers des positions sur les routes conduisant à la ville. Le communiqué ajoute que l'expulsion des troupes rebelles de la capitale progresse lentement mais d'une façon satisfaisante.

La conférence d'hier a approuvé la régence après que M. Churchill eut annoncé que lui-même, M. Roosevelt et M. Staline discuteraient la question de Grèce dans un avenir prochain. Au cours de cette réunion, le premier ministre Papandréou a offert de démissionner afin de faciliter l'établissement de la régence qui serait probablement confiée à l'archevêque Damaskinos. M. Churchill a dit aux délégués: "Nous croyons que nous faisons pour le mieux. Au mois d'août, d'accord avec M. Roosevelt, nous avons décidé d'apporter des vivres et d'autres secours et d'aider au rétablissement de la situation normale; le premier ministre Staline consulté a acquiescé à ce projet". M. Churchill a dit que l'Angleterre ne cherche pas à imposer à la Grèce un gouvernement particulier, ni à ramener le roi Georges II. Il me paraît clair, a-t-il dit, que si nous n'étions pas intervenus il y aurait eu un massacre.

Avant le vote au sujet de la régence, la conférence n'avait pas donné grand résultat. Des propositions de paix soumises par les groupes de gauche avaient été déclarées inacceptables par des membres du parti populiste grec. D'autres délégués ont déclaré toutefois qu'ils étudieraient les offres des insurgés et qu'ils répondraient plus tard. On a demandé à M. Churchill ce qui arriverait si la conférence n'aboutissait pas à un règlement. Il a répondu qu'en ce cas les canons continueraient de tirer, que les troupes dégageraient le district et que les forces britanniques établiraient la paix, l'ordre et la sécurité dans l'Attique.

LA QUESTION POLONAISE

La nouvelle se répand à Washington aujourd'hui que la Russie est sur le point de reconnaître le comité de la libération nationale de Lublin comme gouvernement provisoire de Pologne. M. Staline jugerait cette démarche nécessaire en vue d'événements militaires imminents sur le front de l'est. La Russie profiterait peut-être de la situation militaire actuelle pour faire un pas de plus dans son projet d'annexer environ la moitié du territoire de la Pologne d'avant-guerre. Les Alliés demandent une accentuation des offensives soviétiques contre l'Allemagne, pour affaiblir la résistance des Allemands au front de l'ouest, et M. Staline juge peut-être que la diversion causée dans les pays alliés par l'offensive de von Rundstedt lui permettra de faire cette manœuvre diplomatique sans inconvénient.

Hier, à la suite d'une nouvelle lancée à Moscou, le ministère des Affaires étrangères de France a déclaré que l'échange de représentants entre le gouvernement français et le comité de Lublin avait surtout pour objet de régler des questions relatives au traitement des prisonniers de guerre français qui sont libérés par l'avance des Russes en Pologne; on a ajouté que cela n'entraînait pas la reconnaissance du comité de Lublin comme gouvernement provisoire de Pologne et que le gouvernement de Gaulle reconnaît encore le gouvernement polonais de Londres.

On dit aujourd'hui à Washington que lors de la conférence Staline-de Gaulle à Moscou, le général de Gaulle aurait dit qu'il ne considérerait pas le comité de Lublin représentant le peuple polonais, et qu'il n'a pas voulu promettre à ce moment-là de reconnaître ce groupe. Cela comme la déclaration faite à Paris limite singulièrement la nouvelle lancée par l'agence "Tass", mais la dépêche de Washington ne laisse guère de doute sur l'imminence d'une manœuvre diplomatique de grande envergure de la part des Russes.

Voici les événements prévus: le comité de Lublin se proclamerait gouvernement provisoire d'ici le 1er janvier, comme la dépêche de Moscou le disait hier; ensuite la Russie reconnaîtrait le comité comme gouvernement provisoire, ce qui donnerait un status diplomatique à l'encontre du gouvernement polonais de Londres; puis plusieurs autres pays européens qui sont dans la sphère d'influence de la Russie reconnaîtraient le nouveau gouvernement, à commencer par la Tchécoslovaquie.

A la conférence prochaine des trois grands chefs d'Etat alliés, on ne discuterait donc plus le problème des relations entre le gouvernement polonais de Londres et la Russie, c'est-à-dire entre un pays qui veut prendre du territoire au voisin, et le voisin qui ne veut pas. Mais ce serait seulement le problème diplomatique de savoir quel est le vrai gouvernement de Pologne, attendu que deux groupes prétendent à ce titre, avec chacun la reconnaissance d'un certain nombre de pays alliés.

La Russie, qui libère la Pologne des envahisseurs allemands, lui impose en échange un gouvernement communiste, qui pourrait préparer une élection sous l'oeil de l'armée rouge; après cela on se demande si le premier geste prévu du nouveau régime sera d'abandonner aux Russes la moitié du territoire national.

Paul SAURIOL